

Burundi/élections du 20 mai : « un potentiel élevé de violences », selon l'opposition

La Libre Belgique, 19 mars 2020 – Deux mois des élections générales burundaises, la « Coalition des partis politiques de l'opposition et des Forces vives de la nation pour le Rétablissement de l'Accord d'Arusha » (CFO) a publié le 16 mars un memorandum alertant l'opinion sur le fait que les conditions dans lesquelles vont se dérouler ces scrutins « ne permettent pas du tout » qu'ils soient « démocratiques et, partant, crédibles ».

Selon ce memorandum, « la crise actuelle risque de s'aggraver davantage, avec un potentiel élevé de violences à grande échelle ». La crise actuelle est née en avril 2015 du refus du président Pierre Nkurunziza de respecter l'Accord de paix d'Arusha (qui a mis fin à la guerre civile 1993-2005 ; 300.000 morts) qui interdit formellement qu'un chef de l'État demeure en poste plus de 10 ans, poste que M. Nkurunziza occupe depuis 2005. Pour imposer son maintien au pouvoir, ce dernier a eu recours à la violence de masse, puis à une répression moins visible mais toujours meurtrière, selon l'ONG, la crise a aggravé la situation économique, déjà précaire. Une constitution qui donne plus de pouvoir au président. En 2018, M. Nkurunziza a imposé une nouvelle Constitution qui, contrairement à la précédente, ne se réfère plus à l'Accord d'Arusha. En outre, indique le memorandum de l'opposition, elle « ne laisse plus de place à une compétition démocratique et plurielle mais consacre plutôt un monopartisme de fait », écartant pratiquement tant les candidats indépendants que les grandes coalitions. Cette constitution a aussi considérablement renforcé le pouvoir du chef de l'État et ouvert la voie à la disparition du partage ethnique du pouvoir qui avait permis le retour à la paix. Maintient la domination du CNDD-FDD. L'opposition ajoute que le nouveau code électoral est taillé sur mesure pour maintenir la domination de la formation présidentielle CNDD-FDD, « le seul parti » qui « fonctionne librement sur tout le territoire national ». Et de souligner que le candidat de la Présidence de ce parti, le général-major Evariste Ndayishimiye, fait campagne aux cris de « les élections sont déjà terminées, il reste la proclamation ». Le président sortant, lui, assure que c'est « le Plan de Dieu » et menace ceux qui s'y opposeraient de finir « mal, fous, errants ». Last but not least, des élections libres et apaisées sont aussi rendues impossibles, souligne l'opposition burundaise, par le climat de « terreur et persécution ». Dire « non » à cette « parodie électorale ». La coalition CFO-Arusha exhorte donc toutes les organisations politiques et la société civile à dire « non » à cette nouvelle parodie électorale. Selon elle, c'est une « illusion » de croire que le départ de Pierre Nkurunziza du fauteuil présidentiel va être « une voie de sortie de crise » parce que « le système criminel qu'il a mis en place reste entier et déterminé à se maintenir au pouvoir ».